

Annexe

1. L'étude sur l'enfant

Celle-ci comporte :

A. des informations concernant les parents naturels :

- les données d'identification (des parents ou du tuteur);
- des informations sur l'environnement des parents naturels et le cas échéant d'autres membres de la famille, plus particulièrement concernant leur milieu social, état de santé, âge et grossesse de la mère;
- des preuves attestant qu'ils avaient la faculté de renoncer volontairement à l'enfant et marquer leur accord sur le placement en adoption;
- si les parents naturels, les alliés ou le tuteur ne sont pas connus, des preuves attestant de toutes les initiatives prises pour les retrouver.

B. des informations concernant le mineur d'âge :

- les données d'identification : si l'ascendance est établie, nom, sexe, date et lieu de naissance, nationalité et le cas échéant conviction religieuse;
- les circonstances de la grossesse et de l'accouchement de la mère;
- des informations sur le développement physique, psychique, émotionnel et intellectuel de l'enfant à adopter et du type de soins qu'il/elle a reçus dans son environnement naturel et après;
- des images notamment de la maison d'accueil, de l'environnement direct, du mineur d'âge;
- des informations sur les motifs et circonstances qui ont donné lieu au placement en adoption;
- la preuve que toutes les conditions sont remplies dans le chef de l'enfant adopté et de son représentant, eu égard à la législation applicable;
- dossier médical : un examen médical ponctuel s'impose. Kind en Gezin peut donner des instructions à ce sujet.

2. Rapport familial :

- données d'identification du (des) candidat(s) adoptant (s);
- données sur l'état de santé du (des) candidat(s) adoptant (s) et des éventuels membres de la famille;
- que les intéressés ont les propriétés morales, sociales et pédagogiques requises pour répondre adéquatement aux besoins des enfants à placer et à adopter et d'un enfant à attribuer concrètement.

En outre, cette étude comprend les informations suivantes :

- leur motivation quant à l'accueil et à l'adoption d'un enfant et les démarches entreprises pour arriver à cette décision;
- qu'une information suffisante a été donnée au(x) candidat(s) adoptant(s) sur les conséquences de cette décision;
- qu'il se déclare prêt à prendre en charge un enfant attribué concrètement;
- qu'il dispose des moyens financiers suffisants pour éduquer un enfant.

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 avril 2002 relatif aux services d'adoption chargés de médiation pour l'adoption nationale.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAEL

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,

M. VOGELS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2002 — 2087

[C — 2002/31282]

23 MAI 2002. — Arrêté n° 2000/1295 du collège de la Commission communautaire française instituant le congé pour raisons politiques ou pour l'exercice d'un mandat politique pour les membres du personnel des services du collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, notamment les articles 146 et 151;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné les 21 mai 2001 et 25 février 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 25 février 2002;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 21 mars 2002;

Vu le protocole n° 2001/6 du 23 mars 2001 du Comité de Secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le protocole n° 2001/41 du 9 octobre 2001 du Comité de Secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu la délibération du Collège du 18 janvier 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.092/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 avril 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il importe de déterminer le nombre de jours de congés politiques dont peuvent bénéficier les membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française.

Par membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, il faut entendre, les fonctionnaires, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail.

CHAPITRE II. — *Des congés pour raisons politiques*

Section 1^{re}. — Du congé pour présenter sa candidature aux élections

Art. 3. Le membre du personnel peut obtenir un congé lui permettant de présenter sa candidature aux élections législatives, régionales, provinciales, communales ou européennes.

Ce congé est accordé pour la durée de la campagne électorale à laquelle participe l'intéressé en tant que candidat.

Art. 4. Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Section 2. — Du congé pour l'exercice d'une fonction auprès d'un groupe politique reconnu

Art. 5. Il y a lieu d'entendre par groupe politique reconnu un groupe d'élus reconnu comme tel conformément au règlement de l'assemblée législative à laquelle ces élus appartiennent.

Art. 6. Le membre du personnel peut obtenir un congé pour exercer une fonction dans un groupe politique reconnu.

Le Président d'un groupe politique introduit à cet effet une demande auprès du Fonctionnaire dirigeant.

Le conseil de direction vérifiera que ce congé ne va pas à l'encontre de l'intérêt du service.

Avec l'accord du ministre fonctionnellement compétent, le membre du Collège chargé de la Fonction publique accorde le congé.

Art. 7. L'arrêté mentionne la durée du congé accordé, ainsi que le groupe politique au sein duquel le membre du personnel exercera une fonction.

Art. 8. Avec l'accord du ministre fonctionnellement compétent, le membre du Collège chargé de la Fonction publique peut mettre fin au congé pour des raisons de service moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois.

Art. 9. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Il n'est pas rémunéré.

Section 3. — Du congé pour détachement auprès d'un cabinet ministériel

Art. 10. Le membre du personnel obtient un congé lorsqu'il est désigné pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou un secrétaire d'Etat:

1) du Gouvernement fédéral;

2) du Gouvernement d'une Communauté ou Région;

3) du Collège de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune.

Avec l'accord du ministre fonctionnellement compétent, le membre du Collège chargé de la Fonction publique accorde le congé.

Au terme de son détachement et à moins d'un nouveau détachement dans un autre cabinet, le membre du personnel obtient un jour de congé par mois d'activité dans un cabinet, avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables.

Art. 11. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Il n'est pas rémunéré.

CHAPITRE III. — *Du congé pour exercer un mandat politique*

Art. 12. Les membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ont droit au congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.

Les membres du personnel ne peuvent bénéficier du congé politique que dans le respect des incompatibilités et interdictions qui leur sont applicables en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

Art. 13. Par congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée, il faut entendre :

1. soit une dispense de service qui n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel;

2. soit un congé politique facultatif accordé à la demande des membres du personnel;

3. soit un congé politique d'office auquel le membre du personnel ne peut pas renoncer.

Art. 14. Le membre du personnel peut obtenir, à sa demande, une dispense de service à raison de :

1. un demi-jour par mois pour exercer un mandat de conseiller communal, bourgmestre, échevin ou membre du conseil de l'aide sociale, y compris le président, dans une commune comptant jusqu'à 10 000 habitants;
2. un jour par mois pour exercer un mandat de :
 - a) conseiller communal ou membre du conseil de l'aide sociale dans une commune de 10 001 habitants ou plus;
 - b) bourgmestre, échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 10 001 à 30 000 habitants;
 - c) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 30 001 à 50 000 habitants;
 - d) conseiller provincial non membre de la députation permanente.

Art. 15. La dispense de service prévue à l'article 14 se prend à la convenance du membre du personnel par jour ou demi-jour.

Art. 16. Le membre du personnel peut obtenir, à sa demande, un congé politique facultatif à raison de :

1. un ou deux jours par mois pour exercer un mandat de bourgmestre, échevin, président ou de membre du bureau permanent du conseil de l'aide sociale, dans une commune comptant jusqu'à 10 000 habitants;
2. un à trois jours par mois pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 10 001 à 30 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 10 001 à 50 000 habitants;
 - c) membre du bureau permanent du conseil de l'aide sociale dans une commune de 10 001 à 20 000 habitants.
3. un à cinq jours par mois pour exercer un mandat de membre du bureau permanent du conseil de l'aide sociale dans une commune de plus de 20 000 habitants;
4. d'un quart d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 30 001 à 50 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 50 001 à 80 000 habitants.
5. la moitié d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 50 001 à 80 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 80 001 à 130 000 habitants.

Le membre du personnel peut cumuler la dispense de service et le congé politique facultatif.

Art. 17. Le membre du personnel est en congé politique d'office, à raison de :

1. deux jours par mois pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 20 001 à 30 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 20 001 à 50 000 habitants.
2. d'un quart d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 30 001 à 50 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 50 001 à 80 000 habitants.
3. la moitié d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 50 001 à 80 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 80 001 à 130 000 habitants.
4. d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de plus de 80 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de plus de 130 000 habitants;
 - c) membre de la députation permanente d'un conseil provincial.

Art. 18. Les membres du personnel sont mis en congé politique à temps plein d'office pour l'exercice des mandats politiques suivants :

- Membre d'une des Chambres législatives ou du gouvernement fédéral;
- Membre d'un conseil de Communauté ou de Région;
- Membre d'un gouvernement de Communauté ou de Région;
- Membre du Parlement européen ou de la Commission européenne.

Art. 19. Le congé politique d'office prend cours à la date de la prestation de serment.

Art. 20. Pour l'application des articles 14, 16 et 17, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et 29 de la nouvelle loi communale.

Art. 21. Le membre du personnel qui n'exerce pas une fonction à temps plein est mis en congé politique d'office à temps plein dès lors que son mandat politique correspond déjà à un congé politique d'office d'au moins la moitié d'un emploi à temps plein.

Art. 22. Le membre du personnel qui a droit à un congé politique dont la durée n'excède pas la moitié d'un emploi à temps plein, peut, à sa demande, obtenir un congé politique à mi-temps ou à temps plein.

Le membre du personnel qui a droit à un congé politique à mi-temps, peut, à sa demande, obtenir un congé politique à temps plein.

Art. 23. Les périodes couvertes par le congé politique facultatif ou le congé politique d'office sont assimilées à des périodes d'activité de service. Elles ne sont toutefois pas rémunérées.

Pour les membres du personnel engagés par contrat de travail, les périodes couvertes par un congé politique facultatif ou un congé politique d'office constituent des périodes de suspension de service à considérer néanmoins comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

Art. 24. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment, l'intéressé recouvre ses droits. S'il n'a pas été remplacé dans son emploi, il réintègre cet emploi lorsqu'il reprend son activité. S'il a été remplacé, il est affecté à un autre emploi conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière de réaffectation et de mobilité.

Art. 25. Après sa réintégration, le membre du personnel ne peut pas cumuler son traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un mandat politique et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 26. Les articles 146, 1° et 151, 6° de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française sont abrogés.

Art. 27. Les congés accordés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté continuent jusqu'à leur terme à être régis par les anciennes législations.

Art. 28. Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 23 mai 2002.

Par le Collège, :

F.-X. de DONNEA,

Membre du Collège chargé de la Fonction publique

E. TOMAS,

Président du Collège

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2002 — 2087

[C - 2002/31282]

23 MEI 2002. — Besluit nr. 2000/1295 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot instelling van het verlot op politieke gronden of voor de uitoefening van een politiek mandaat voor de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming van de instellingen, inzonderheid artikel 87, § 3, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikelen 146 en 151;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën uitgebracht op 21 mei 2001 en 25 februari 2002;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting uitgebracht op 25 februari 2002;

Gelet op het akkoord van de federale minister belast met pensioenen uitgebracht op 21 maart 2002;

Gelet op het protocol nr. 2001/6 van 23 maart 2001 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het protocol nr. 2001/41 van 9 oktober 2001 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 januari 2001 over de aanvraag tot het verstrekken van een advies door de Raad van State binnen een termijn die de maand niet overschrijdt;

Gelet op het advies 33.092/2 van de Raad van State uitgebracht op 15 april 2002, in toepassing van artikel 84, 1e lid, 1°, van de gecoördineerde wetten over de Raad van State;

Overwegende dat het belangrijk is het aantal dagen politiek verlof te bepalen die de leden van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen genieten;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Ambtenarenzaken, Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit artikel regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de grondwetsartikelen 127 en 128.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Onder personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dient te worden verstaan de ambtenaren, de stagiaires en de personeelsleden die zijn aangeworven met een arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK II. — *Verloven op politieke gronden*

Afdeling 1. — Verlof om zich voor verkiezingen kandidaat te stellen

Art. 3. Het personeelslid kan verlof krijgen om zich kandidaat te stellen voor wetgevende, gewestelijke, provinciale, gemeenteraads- of Europese verkiezingen.

Dit verlof wordt toegestaan voor de duur van de verkiezingscampagne waaraan de geïnteresseerde als kandidaat deelneemt.

Art. 4. Dit verlof is onbezoldigd. Het wordt bovendien gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 2. — Verlof voor de uitoefening van een functie bij een erkende politieke fractie

Art. 5. Onder politieke fractie dient te worden verstaan een groep gekozenen die als dusdanig wordt erkend overeenkomstig het reglement van de wetgevende vergadering waartoe deze gekozenen behoren.

Art. 6. Het personeelslid kan verlof krijgen om een functie uit te oefenen bij een erkende politieke fractie.

De Voorzitter van een politieke fractie dient hiertoe een aanvraag in bij de Leidende Ambtenaar.

De directieraad controleert of dit verlof niet in tegenspraak is met het belang van de dienst.

Met het akkoord van de functioneel bevoegde minister kent het lid van het College belast met Ambtenarenzaken het verlof toe.

Art. 7. Het besluit vermeldt de duur van het toegekende verlof en de politieke fractie waarin het personeelslid een functie zal uitoefenen.

Art. 8. Met het akkoord van de functioneel bevoegde minister kan het lid van het College belast met Ambtenarenzaken omwille van dienstredenen een einde maken aan het verlof mits inachtneming van een opzegtermijn van één maand.

Art. 9. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het wordt niet vergoed.

Afdeling 3. — Verlof voor detachering naar een ministerieel kabinet

Art. 10. Het personeelslid krijgt verlof wanneer het is aangewezen voor de uitoefening van een functie in het kabinet van een minister of een staatssecretaris:

1) van de federale Regering;

2) van een Gemeenschaps- of Gewestregering;

3) van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Met het akkoord van de functioneel bevoegde minister kent het lid van het College belast met Ambtenarenzaken het verlof toe.

Na afloop van zijn detachering en behoudens een nieuwe detachering naar een ander kabinet, krijgt het personeelslid één dag verlof per maand activiteit in een kabinet, met een minimum van drie en een maximum van vijftien werkdagen.

Art. 11. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het wordt niet vergoed.

HOOFDSTUK III. — *Verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat*

Art. 12. De personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie hebben recht op politiek verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat of van een functie die daarmee gelijkgesteld kan worden.

De personeelsleden kunnen slechts politiek verlof genieten rekening houdend met de onverzoenbaarheden en de verboden die op hen van toepassing zijn uit hoofde van wettelijke of reglementaire bepalingen.

Art. 13. Onder politiek verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat of een functie die daarmee kan worden gelijkgesteld, dient te worden begrepen:

1) hetzij een vrijstelling van dienst die geen enkele invloed heeft op de administratieve en geldelijke situatie van de personeelsleden;

2) hetzij een facultatief politiek verlof toegekend op vraag van de personeelsleden;

3) hetzij een van ambtswege politiek verlof dat het personeelslid niet kan weigeren.

Art. 14. Het personeelslid kan, op eigen vraag, een vrijstelling van dienst krijgen a rato van:

1) een halve dag per maand voor de uitoefening van een mandaat van gemeenteraadslid, burgemeester, schepen of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn, voorzitter inbegrepen, in een gemeente van maximaal 10 000 inwoners;

2) een dag per maand voor de uitoefening van een mandaat van:

a) gemeenteraadslid of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 inwoners of meer;

b) Burgemeester, schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 tot 30 000 inwoners;

c) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 30 001 tot 50 000 inwoners;

d) provincieraadslid maar geen lid van de bestendige deputatie.

Art. 15. De vrijstelling van dienst waarin artikel 14 voorziet wordt opgenomen met een hele of een halve dag naargelang dit het personeelslid schikt.

Art. 16. Het personeelslid kan, op eigen vraag, een facultatief politiek verlof krijgen a rato van:

1) één of twee dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van burgemeester, schepen, voorzitter of lid van het permanent bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van maximaal 10 000 inwoners;

2) één tot drie dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van:

a) burgemeester in een gemeente van 10 001 tot 30 000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 tot 50 000 inwoners;

c) lid van het permanent bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 tot 20 000 inwoners.

3) één tot vijf dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van lid van het permanent bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van meer dan 20 000 inwoners;

4) een vierde van een voltijdse baan om een mandaat uit te oefenen van:

a) burgemeester in een gemeente van 30 001 tot 50 000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners.

5) vijftig procent van een voltijdse baan voor de uitoefening van een mandaat van:

a) burgemeester in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 80 001 tot 130 000 inwoners.

Het personeelslid kan de vrijstelling van dienst en het facultatief politiek verlof cumuleren.

Art. 17. Het personeelslid is van ambtswege met politiek verlof, a rato van:

1) twee dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van:

a) burgemeester in een gemeente van 20 001 tot 30 000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 20 001 tot 50 000 inwoners.

2) een vierde van een voltijdse baan voor de uitoefening van een mandaat van:

a) burgemeester in een gemeente van 30 001 tot 50 000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners.

3) vijftig procent van een voltijdse baan voor de uitoefening van een mandaat van:

a) burgemeester in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 80 001 tot 130 000 inwoners.

4) een voltijdse baan voor de uitoefening van een mandaat van:

- a) burgemeester in een gemeente van meer dan 80 000 inwoners;
- b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van meer dan 130 000 inwoners;
- c) lid van de bestendige deputatie van een provincieraad

Art. 18. De personeelsleden worden van ambtswege voltijds met politiek verlof gezonden voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten:

- Lid van een van de Wetgevende Kamers of de federale regering;
- Lid van een Gemeenschaps- of Gewestraad;
- Lid van een Gemeenschaps- of Gewestregering;
- Lid van het Europees Parlement of van de Europese Commissie.

Art. 19. Het politiek verlof begint op de dag van de eedaflegging.

Art. 20. Voor de toepassing van de artikelen 14, 16 en 17, wordt het aantal inwoners bepaald in overeenstemming met de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de nieuwe gemeentewet.

Art. 21. Het personeelslid dat geen voltijdse functie uitoefent wordt van ambtswege met voltijds politiek verlof gezonden wanneer zijn politiek mandaat reeds overeenstemt met een van ambtswege politiek verlof van ten minste vijftig procent van een voltijdse baan.

Art. 22. Het personeelslid dat recht heeft op een politiek verlof waarvan de duur de helft van een voltijdse baan niet overschrijdt, kan, op zijn vraag, een halftijds of voltijds politiek verlof krijgen.

Het personeelslid dat recht heeft op een halftijds politiek verlof, kan, op zijn vraag, een voltijds politiek verlof krijgen.

Art. 23. De periodes die gedekt zijn door het facultatief politiek verlof of het van ambtswege politiek verlof, worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit. Zij worden echter niet vergoed.

Voor de personeelsleden die zijn aangeworven met een arbeidscontract, vormen de periodes die gedekt zijn door een facultatief politiek verlof of door een van ambtswege politiek verlof periodes van opschorting van dienst die moeten worden beschouwd als diensten die in aanmerking komen voor de weddeverhoging.

Art. 24. Het politiek verlof verloopt uiterlijk op de laatste dag van de maand die volgt op het einde van het mandaat.

Op dat ogenblik geniet de belanghebbende opnieuw zijn rechten. Indien hij niet vervangen werd in zijn betrekking bekleedt hij deze betrekking opnieuw wanneer hij zijn activiteiten hervat. Indien hij vervangen werd wordt hij aangesteld op een andere betrekking in overeenstemming met de bepalingen die voor hem van toepassing zijn inzake reffectatie en mobiliteit.

Art. 25. Na het herstel in zijn ambt mag het personeelslid zijn wedde niet cumuleren met de voordelen die aan de uitoefening van een politiek mandaat verbonden zijn en die de reclasseringstoelage vervangen.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs - en slotbepalingen*

Art. 26. De artikelen 146, 1° en 151, 6° van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie worden afgeschaft.

Art. 27. De verlopen die zijn toegekend vóór de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit blijven tot het verstrijken ervan onderhevig aan de oude wetgeving.

Art. 28. Het lid van het College dat bevoegd is voor Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 mei 2002.

Door het College,

F.-X. de DONNEA,

Lid van het College belast met Ambtenarenzaken

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met Begroting